



Journée Maximilien-Caron 2009
*Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives
d'avenir*

Notes biographiques



Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Jean-Guy BELLEY

Titulaire d'une Chaire William C. Macdonald, le professeur Jean-Guy Belley s'intéresse au droit des contrats et à la théorie générale du droit dans la perspective offerte par les sciences sociales, principalement la sociologie et l'analyse économique du droit. À titre de fellow de l'Institut canadien de recherches avancées (programme Droit et Société), il a été coordonnateur du livre collectif *Le Droit soluble* (LGDJ, 1996) et d'un numéro spécial de la *Revue canadienne de droit et société* sur le pluralisme juridique (1997). Il a publié récemment un livre basé sur une importante recherche empirique sur les pratiques contractuelles en contexte industriel (*Le contrat entre droit, économie et société*, 1998). Le professeur Belley est présentement membre du Comité du jury du concours juridique de la Fondation du Barreau du Québec et consultant spécial du Comité de révision du Code de procédure civile du Québec pour le Ministère de la Justice du Québec.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Paul BENTLEY

Paul Bentley has been a justice of the Ontario Court of Justice since June of 1992 and the presiding judge of the Toronto Drug Treatment Court since its inception on December 1st, 1998. He is currently the Local Administrative Judge at the Old City Hall court-house in downtown Toronto.

In 1999, the United Nations invited him to take part in an "Expert Working Group" to design court based treatment programmes in both common and civil law jurisdictions. In addition, Justice Bentley is a founding member, and Chair of the International Association of Drug Treatment Courts, which is an umbrella organization for jurisdictions that have or are planning such courts.

As Chair of the International Association of Drug Treatment Courts, Justice Bentley has traveled widely to train the judiciary on Problem Solving Courts. This includes trips to France, the U.K., Ireland, various islands in the Caribbean and Brazil and Chile in South American. He was also a featured speaker at a conference in Strasbourg France, sponsored by the Council of Europe, on the subject of drug treatment courts & a speaker at the Commission on Narcotic Drugs meeting held in March 2005 at the United Nations in Vienna. He was also a speaker at the EU-LUC International forum on Drug Treatment City Partnerships in Santo Domingo in 2008.

Articles that he has written concerning the Toronto Drug Treatment Court have been published in Criminal Reports, and Canadian Family Physician. He has also edited a paper entitled, "Problem Solving Courts as Agents of Change" which was published in the Commonwealth Judges and Magistrates Journal. In addition, he is a contributing editor to a Handbook on how judges can apply a problem-solving approach in their courtrooms, which has been published in Canada by the National Judicial Institute. Recently an article titled "Problem Solving Courts and Sentencing" which he co-wrote, was published in the Criminal Reports, 47 C.R.(6th) 212.

His non-judicial activities have included sitting on the boards of various charities including the Daily Bread Food Bank and Amnesty International. He was also a founding member of the Advocacy Centre for the Elderly and a board member of the Canadian Centre for the Victims of Torture. Among his awards include includes being recognized in 2004, by the Ontario Court of Justice "for an outstanding Contribution to the Administration of Justice." His impact on the development of Drug Treatment Courts in Canada was recognized in October of 2006 when the Canadian Association of Drug Treatment Courts presented him the inaugural "Justice Paul Bentley Award" award for "Outstanding Contribution to the Development of Drug Treatment Courts in Canada."

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Karim BENYEKHFLEF

Karim Benyekhlef est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal depuis 1989. Il est détaché au Centre de recherche en droit public depuis 1990. Il assure la direction du Centre depuis 2006. Membre du Barreau du Québec depuis 1985, il a exercé au sein du ministère fédéral de la Justice de 1986 à 1989. Ses champs d'enseignement et de recherche sont le droit des technologies de l'information, le droit constitutionnel (droits et libertés de la personne), le droit international, la théorie et l'histoire du droit. Karim Benyekhlef a fondé en 1995 la revue juridique électronique *Lex Electronica* (<http://www.lex-electronica.org>). Il est également l'instigateur des premiers projets de règlement en ligne des conflits (Projet CyberTribunal, 1996-1999, eResolution, 1999-2001, ECODIR, 2000, <http://www.ecodir.org>). Il coordonne le tribunal-école électronique CyberTribunal II (<http://www.cybertribunal.org>) qui propose aux étudiantes et étudiants des facultés de droit de résoudre un problème de droit commercial international par la voie de l'arbitrage électronique. Il a également participé à l'élaboration de programmes de bonne gouvernance en Afrique et dans les Caraïbes (Agence canadienne de développement international, Nations-Unies et Commission européenne). Il est l'auteur, avec le professeur Fabien Gélinas de la Faculté de droit de l'Université McGill, de l'ouvrage paru en 2003 aux Éditions Romillat (Paris) « Le règlement en ligne des conflits. Enjeux de la cyberjustice ». Il a également publié en 2008 aux Éditions Thémis « Une possible histoire de la norme. Les normativités émergentes de la mondialisation ».

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Michel BOUCHARD

M^e Michel Bouchard exerce les fonctions de sous-ministre et sous-procureur général au ministère de la Justice du Québec depuis le 12 novembre 2007. M^e Bouchard avait auparavant occupé ce poste de 1993 à 2003.

Admis au Barreau du Québec en 1973, M^e Bouchard entreprend une carrière de juriste en pratique privée avant de rejoindre le ministère de la Justice en 1978. Il y occupera successivement les postes de substitut du Procureur général et de substitut en chef du Procureur général pour les districts de Québec, Beauce, Montmagny et La Malbaie. En 1988, il est nommé sous-ministre associé aux affaires criminelles et pénales. De 2003 jusqu'à son retour au Québec, il a été sous-ministre délégué pour le ministère de la Justice du Canada. Mentionnons que, de 2003 à 2007, il a assumé la présidence du Comité fédéral-provincial sur l'amélioration de l'accès de la justice. De plus, il a été chef de la délégation canadienne au 11^e Congrès des Nations Unies sur la prévention de la criminalité, qui s'est tenu à Bangkok en 2004.

M^e Bouchard est récipiendaire, en 2007, de la distinction « Avocat émérite » décernée par le Barreau du Québec.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Serge CHARBONNEAU

Titulaire d'une maîtrise en criminologie, Serge Charbonneau est le directeur du Regroupement des organismes de justice alternative. Il représente également les OJA et se consacre à faire connaître leurs pratiques au Canada et plus largement à l'échelle internationale. Ainsi, il a mis en place des collaborations avec des universités québécoise (Université de Montréal) et européenne (Université de Louvain, Université de Porto, Université de Lyon II) et différents organismes de médiation. Il est également médiateur pour les cas de crime grave pour le Service correctionnel Canada (SCC).

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Claude H. CHICOINE

Juge à la Chambre civile du district de Longueuil, Claude H. Chicoine a étudié à l'Université de Montréal (LL.L.). Admis au Barreau le 25 juin 1969, il a exercé sa profession à Montréal, puis à Varennes. De 1984 à 2008, il a été animateur au séminaire sur les techniques de plaidoirie pour le Barreau du Québec. Avec le professeur Garry Watson, il est allé à Kigali donner un séminaire intensif de techniques de plaidoirie aux avocats du T.P.I. pour le Rwanda.

Actif dans les domaines administratif, économique et social, il a été conseiller municipal de Verchères, président d'élection pour la circonscription fédérale de Verchères, président du Bureau de révision du comté de Verchères, président de la Chambre de commerce de Varennes.

Nommé juge à la Cour du Québec le 19 mai 1990, il devient coordonnateur à la Chambre civile pour les districts de Longueuil et Richelieu (1991), puis coordonnateur adjoint et coordonnateur pour les cinq districts de la Montérégie (1992 à 2002). Nommé au Tribunal des professions le 27 mars 2002.

À la Cour, le juge Chicoine participe à de nombreux comités, de même qu'aux séminaires pour les nouveaux juges et sur la conduite du procès. De plus, il est coauteur du guide de « Dépouillement judiciaire de scrutin provincial ».

En 2009, il est chargé d'un projet pilote de *Gestion d'instance et conciliation* pour le district de Longueuil.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Jacques COMMAILLE

Jacques Commaille, docteur en sociologie, docteur d'État es lettres et sciences humaines, est professeur des Universités à l'École normale supérieure de Cachan, chercheur à l'Institut des sciences sociales du politique (École normale supérieure, Cachan). Ses travaux se développent depuis plusieurs années dans le cadre d'une sociologie politique du droit et de la fonction de justice. Parmi ses travaux récents, on peut citer : *La fonction politique de la justice* (dir. avec Martine Kaluszynski.), La Découverte, 2007; la coordination des n° 59 (paru) et n° 60, 2009 (à paraître) de *L'Année sociologique* consacrés à : *Pour une sociologie politique du droit*, dans le n° 59/2009 de *L'Année sociologique* : « Heurts et malheurs de la légalité dans les sociétés contemporaines. Une sociologie politique de la « judiciarisation » (avec L. Dumoulin). Parmi ses autres activités, on peut citer celles de rédacteur en chef de la revue *Droit et Société*, de co-directeur de la collection d'ouvrages « Droit et Société », L.G.D.J. et « Droit et Société. Recherches et travaux », LGDJ-MSH, de président de la Fondation « Réseau français des Instituts d'études avancées ».

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Nathalie DES ROSIERS

Nathalie Des Rosiers occupe le poste de secrétaire par intérim de l'Université depuis 2008 et le poste de vice-rectrice par intérim à la gouvernance depuis 2009.

Nathalie Des Rosiers a été doyenne de la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa jusqu'en novembre 2008. Elle a obtenu un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal en 1981, une maîtrise en droit de l'Université Harvard en 1984 et a reçu un doctorat honorifique du Barreau du Haut-Canada en 2004. Elle est devenue membre du Barreau du Québec en 1982 et du Barreau du Haut-Canada en 1987. Après avoir terminé son mandat de présidente de la Commission du droit du Canada en 2004, Mme Des Rosiers est devenue doyenne de la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. De 1987 à 2000, elle est professeure à la Faculté de droit de l'Université de Western Ontario. Elle a été clerc du juge Julien Chouinard de la Cour suprême du Canada de 1982 à 1983 et a exercé le droit dans le secteur privé jusqu'en 1987. Nathalie Des Rosiers a été présidente de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO), du Conseil des doyens du Canada et de la Canadian Law Teachers Association. Elle a été membre de la Commission d'appel de l'environnement, de 1988 à 2000, et membre de la Commission de réforme du droit de l'Ontario, de 1993 à 1996. Elle est nommée Personnalité de l'année – Secteur éducation (prix Radio-Canada–Le Droit) en 2005, et obtient la Médaille de l'Université Paris X en 2004, le prix Partenariat de l'APEX en 2004, la médaille du Barreau du Haut-Canada en 1999 et l'Ordre du mérite de l'AJEFO en 2000.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Guy GAGNON

Né en 1953, le juge Guy Gagnon est natif de la ville d'Amos. Il étudie au collège de Rouyn-Noranda et obtient en 1977 une licence en droit de l'Université d'Ottawa. Admis au Barreau du Québec en 1978, il complète cette même année une scolarité de maîtrise en droit public.

De 1978 à 1992, il pratique le droit au sein d'un cabinet privé dans lequel d'ailleurs deux de ses associés durant cette période sont nommés juges, en l'occurrence l'honorable Jacques Viens, juge à la Cour supérieure du Québec et l'honorable François Godbout, juge à la Cour du Québec.

Durant ces années, il a l'occasion de se spécialiser particulièrement en droit civil et en droit commercial. Sa pratique l'amène à siéger sur différents conseils d'administration de sociétés commerciales publiques et privées.

Il est nommé juge à la Cour du Québec en 1992 où il siègera indistinctement tant à la Chambre civile, qu'à la Chambre criminelle et pénale ainsi qu'à la Chambre jeunesse. De plus, il sera membre de la Cour itinérante et à ce titre siègera durant 11 ans dans toutes les communautés du Grand Nord québécois, tant à la Baie James, qu'à la Baie d'Hudson ainsi qu'à la Baie d'Ungava. Le 29 août 2001, il est nommé juge coordonnateur à la Cour du Québec pour les districts judiciaires d'Abitibi, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

En septembre 2003, le gouvernement du Québec nomme l'honorable Guy Gagnon juge en chef de la Cour du Québec, et ce, pour un mandat de sept ans, et de ce fait, il occupe également le poste de président du Conseil de la magistrature du Québec. Responsable de la direction de la Cour, il en est aussi le représentant et le porte-parole tant auprès du gouvernement qu'auprès des autres cours du Québec ainsi que de toutes les autres instances judiciaires canadiennes. Il a notamment pour fonctions de voir au respect des politiques de la Cour en matière judiciaire ainsi qu'au respect des règles déontologiques.

À titre de juge en chef de la Cour du Québec, il signe différents articles et prononce différentes allocutions sur des sujets aussi variés que : la récusation, l'expertise, l'autonomie administrative des tribunaux, les juges et les médias, etc.

Lors d'une allocution prononcée le 19 août 2008, à l'occasion du congrès du Barreau canadien, à la Journée des juges regroupant un large éventail de la magistrature canadienne, il déclarait :

« Le temps est révolu où les juges pouvaient asseoir leur légitimité uniquement en fonction des caractéristiques inhérentes au pouvoir judiciaire. Nos concitoyens souhaitent comprendre le système, l'évaluer, voire le juger. Tout comme l'ensemble des organisations publiques, je dirais que les tribunaux n'échappent plus à cette obligation non officielle, mais combien réelle, c'est-à-dire d'être davantage responsable à l'égard du public en général et de l'État en particulier. »

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Louise HAREL

Obtient un baccalauréat ès arts au Séminaire Sainte-Thérèse en 1965. Étudia en sociologie à l'Université de Montréal. Vice-présidente de l'Union générale des étudiants du Québec en 1968. Obtint une licence en droit de l'Université de Montréal en 1977. Admise au Barreau du Québec en 1978.

Permanente au secrétariat national du Parti québécois en 1970 et en 1971. Travailla au Conseil de développement social du Montréal métropolitain de 1971 à 1974. Responsable du dossier de la condition féminine au Centre des services sociaux de Montréal de 1979 à 1981.

Membre de la Fédération des femmes du Québec ainsi que de nombreuses coopératives. Membre de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Présidente de la région Montréal-Centre du Parti québécois de 1974 à 1979 et vice-présidente de ce parti de 1979 à 1981. Éluée députée péquiste dans Maisonneuve en 1981. Réélue en 1985, puis dans la nouvelle circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve en 1989, en 1994, en 1998, en 2003 et en 2007. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 15 mars au 25 septembre 1984. Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration dans le cabinet Lévesque du 25 septembre au 27 novembre 1984, date de sa démission comme ministre. Adjointe parlementaire du ministre de la Justice du 16 mai au 23 octobre 1985. Vice-présidente de la Commission de la culture du 11 février 1986 au 9 août 1989. Présidente de la Commission de l'éducation du 29 novembre 1989 au 24 juillet 1994.

Ministre d'État à la Concertation et ministre de l'Emploi dans le cabinet Parizeau du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministre de la Sécurité du revenu dans le cabinet Bouchard du 29 janvier 1996 au 15 décembre 1998. Ministre de l'Emploi et de la solidarité du 25 juin 1997 au 15 décembre 1998. Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole du 15 décembre 1998 au 30 janvier 2002. Présidente de l'Assemblée nationale du 12 mars 2002 au 4 juin 2003. Présidente de l'Assemblée parlementaire de la francophonie de 2002 à 2003. Présidente de la Commission des transports et de l'environnement du 6 juin 2003 au 6 juin 2005. Chef de l'opposition officielle du 6 juin 2005 au 21 août 2006 et vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 29 novembre 2006 au 21 février 2007. Présidente de la Commission de l'éducation du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Ne s'est pas représentée en 2008.

Reçue grand-croix de l'Ordre de la Pléiade le 17 mars 2004.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Daniel JUTRAS

Le professeur Daniel Jutras s'est joint à la Faculté de droit de l'Université McGill en 1985, après avoir été l'adjoint de recherche de l'Honorable Antonio Lamer, à la Cour suprême du Canada. Il est professeur agrégé depuis 1991, et professeur titulaire depuis 2001. Il a été vice-doyen de la Faculté entre 1988 et 1991, puis de nouveau entre 1995 et 1998. Il a ensuite dirigé l'Institut de droit comparé de l'Université McGill jusqu'en 2002, date à laquelle il a quitté temporairement l'Université McGill pour agir comme adjoint exécutif juridique de la Très Honorable Beverley McLachlin, à la Cour suprême du Canada. Il est de retour à McGill depuis décembre 2004. Depuis 2005, le professeur Jutras est aussi avocat-conseil auprès du cabinet national Borden, Ladner, Gervais. Le professeur Jutras est un spécialiste du droit des obligations en droit civil et en common law. Il enseigne aussi la procédure civile à l'Université McGill.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Louis LEBEL

Louis LeBel a étudié au Collège des Jésuites de Québec, B.A., 1958, et à la Faculté de droit de l'Université Laval, LL.L., 1961. Il s'est vu décerner la médaille du gouverneur général, celle du lieutenant-gouverneur et la médaille d'argent Tessier. Il a été admis au Barreau en 1962. Il a obtenu un diplôme d'études supérieures en droit privé de l'Université Laval en 1965 et une maîtrise en droit de l'Université de Toronto en 1966. Il a d'abord pratiqué sa profession à Québec, au sein du cabinet LeBel, Letarte, Bilodeau, Boily de 1963 à 1964, puis chez Désilets, Grondin, LeBel & Associés de 1964 à 1971. Il a par la suite été associé du cabinet Grondin, LeBel, Poudrier, Isabel, Morin & Gagnon de 1971 à 1984.

Auteur de divers articles de droit et études, coauteur avec M^e Robert-P. Gagnon et le professeur Pierre Verge de l'ouvrage intitulé *Le droit du travail en vigueur au Québec* publié aux Presses de l'Université Laval, Louis LeBel a également été membre de différents comités du Barreau de Québec et du Barreau du Québec, notamment le comité de rédaction de la Revue du Barreau de 1976 à 1982, qu'il a présidé de 1979 à 1982. Il a été membre du conseil d'administration de la Corporation du Centre communautaire juridique de Québec de 1973 à 1975, et auparavant membre du Comité d'aide juridique du Barreau de Québec. Il a en outre été vice-président du Barreau du Québec de 1982 à 1983, puis bâtonnier du Québec de 1983 à 1984. Il a enseigné comme professeur invité à l'Université d'Ottawa et à l'Université Laval.

Il a été nommé juge de la Cour d'appel du Québec le 28 juin 1984 et juge de la Cour suprême du Canada le 7 janvier 2000. L'Université Laval lui a décerné un doctorat en droit (*honoris causa*) en 2001. Il a également obtenu la médaille du Barreau du Québec en 2000 et la médaille du Barreau de Québec en 2008. Il est membre honoraire de l'American College of Trial Lawyers depuis 2004.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Diana J. LOWE

Diana Lowe, cr est la Directrice exécutive du Forum canadien sur la justice civile. Elle est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en droit (LL.B de l'Université de l'Alberta en 1984) (LL.M de L'Université d'Edinburgh en 1991) et elle a pratiqué le droit pendant 13 ans en Alberta d'abord et plus récemment en Colombie-Britannique. Sa pratique juridique inclut le contentieux et le droit administratif, la réforme du droit, des projets d'éducation à l'intention du public, des défenseurs profanes, des étudiants en droit et des juristes; la rédaction et l'édition. Diana a été nommée conseillère de la reine en janvier 2008.

Depuis 1998, elle travaille pour le Forum canadien sur la justice civile, qui est un organisme national, indépendant, sans but lucratif établi pour aider à surmonter les difficultés posées par la modernisation des systèmes de justice civile au Canada. Le Forum travaille en équipe avec les différentes juridictions dans la communauté judiciaire du Canada et aussi, de plus en plus, au niveau national. Lorsqu'il est un centre d'information et coordonnateur pour le partage des connaissances entre juridictions au Canada et au niveau international, le Forum crée des nouvelles connaissances pour adresser les manques d 'information et la compréhension du système judiciaire civil. Le Forum est aussi catalyseur pour transformer ces connaissances en réforme de droit et il encourage l'évaluation de nouvelles initiatives pour qu'on puisse apprendre au sujet des réformes de droit qui ont eu lieu. (*Pour plus d'information voir www.cfcj-fcjc.org*).

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Jean-Claude MAGENDIE

Diplômé de l'Institut des sciences criminelles de Bordeaux et de l'École nationale de la Magistrature en 1973, Jean-Claude Magendie a successivement occupé les fonctions de juge d'instruction à Toulon, conseiller référendaire à la Cour de Cassation, puis de président de chambre dans les cours d'appel de Rouen et Versailles.

En 1990 et 1993, il a assuré, sous l'égide de l'O.N.U, plusieurs missions de contrôle des opérations électorales en Namibie et au Cambodge.

En 1997, il était nommé Président du tribunal de grande instance de Créteil avant d'être désigné, en 2000, Président du tribunal de grande instance de Paris et en cette qualité Président du Conseil départemental d'accès au droit de Paris.

Le 5 juillet 2007, il était installé Premier Président de la Cour d'appel de Paris.

Il exerce également la fonction de Président d'Acojuris (Agence de coopération juridique internationale) depuis 2005.

Jean-Claude Magendie est l'auteur de plusieurs ouvrages, rapports remis au ministre de la Justice ou articles sur la qualité et la célérité de la justice, la déontologie, la responsabilité des magistrats et la procédure civile applicable en première instance et en appel.

Au cours de sa carrière, il a été promu à différentes distinctions et notamment aux grades de Commandeur dans l'Ordre national du Mérite, Officier de la Légion d'honneur et Officier des Arts et lettres.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Pierre NOREAU

Pierre Noreau est professeur titulaire au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal où il oeuvre depuis 1998. Il est politologue et juriste de formation. Il travaille plus particulièrement dans le domaine de la sociologie du droit. Ses recherches empiriques portent notamment sur le fonctionnement et l'évolution du système judiciaire, le règlement non-contentieux des conflits, l'accès à la justice et la mobilisation politique du droit, la diversité ethnoculturelle et le droit dans une perspective alimentée à la fois par le pluralisme juridique et l'étude des processus d' institutionnalisation des rapports sociaux. Ses travaux les plus récents portent sur la médiation familiale, la justice communautaire, la mise en oeuvre du droit par les acteurs du système pénal, les rapports entre communautés culturelles et droit et les conditions de la recherche interdisciplinaire en droit. Pierre Noreau est juriste et détient un doctorat de l'Institut d'Études politiques de Paris.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Stéphanie POULIN

« L'avocate des consommateurs », tel est le titre du portrait élogieux de Me Stéphanie Poulin réalisé par *La Presse*, dans son édition du 5 février dernier.

Me Poulin est responsable du service juridique d'Option consommateurs. Avocate depuis 1997, elle a acquis au fil des ans une solide expérience dans le domaine des recours collectifs, notamment au sein d'Option consommateurs où elle supervise la vingtaine de recours collectifs menés par l'organisme.

Me Poulin accorde régulièrement des entrevues aux médias à titre d'experte en droit de la consommation. De plus, elle siège sur le comité consultatif des Agents de voyages de l'Office de la protection du consommateur. Enfin, Me Poulin réalise des études sur les enjeux en matière de protection des consommateurs. Ses travaux ont, entre autres, porté sur les règlements de recours collectifs par voie de coupons, l'usurpation d'identité, la publicité des transporteurs aériens, la protection financière des voyageurs et l'assurance habitation.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Hubert REID

Me Hubert Reid est directeur de l'édition aux Éditions Wilson & Lafleur.

Me Reid a été professeur pendant 33 ans à la Faculté de droit de l'Université Laval dont il fut le premier doyen élu (1969-1973). Il a été directeur de l'École du Barreau, section de Québec (1968-1969). Il a présidé le Comité de réforme du *Code de procédure civile du Québec* (1988-1991) et en a été un participant (1998- 2001). Il est membre du Comité du Barreau de Québec sur la Cour d'appel ainsi que du Comité sur la Revue du Barreau du Québec. Il a écrit plusieurs ouvrages juridiques, notamment l'*Alter Ego du Code de procédure civile* qui en sera bientôt à sa 25e édition et le *Dictionnaire de droit québécois et canadien*. Il a également été l'auteur ou le coauteur de différents rapports, notamment sur la révision judiciaire, le secret professionnel du journaliste, le huis clos en matière familiale, l'aide juridique, et a été corédacteur de plusieurs projets de loi concernant le *Code de procédure civile*. Il a agi à titre de responsable de la préparation de la *Loi sur le recours collectif*. Il a joué un rôle actif auprès de la Chambre des huissiers de justice du Québec et de l'Union internationale des huissiers de justice.

Conférencier recherché tant à l'échelle nationale qu'internationale, il a partagé son expertise lors de conférences portant sur le droit judiciaire, à Montréal, Paris, Bruxelles, Cambridge, Monaco et Tunis.

Me Reid a reçu la distinction honorifique *Avocat émérite pour l'année 2008* décernée par le Barreau du Québec ainsi que la *Médaille du Conseil du Barreau de Québec* (2006).

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

J.J. Michel ROBERT

L'honorable J.J. Michel Robert (c.p., c.r., B.A., LL.L) est le dix-neuvième juge en chef à occuper ce poste depuis 1849. Il fit ses études au Collège Sainte-Marie, à Montréal, à l'Université de Montréal et à l'Université McGill.

Carrière politique : Assermenté au Conseil privé le 5 décembre 1991 (le très honorable B. Mulroney). Président des jeunes libéraux du Canada, 1963-1965. Membre de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald), 1982-1985. Président du Parti libéral du Canada, 1986-1990.

Carrière professionnelle : Admis au Barreau du Québec le 3 juillet 1962. Associé principal de Robert, Dansereau, Barré, Marchessault et Lauzon, Montréal, 1968-1990. Avocat associé de Langlois, Robert de 1990-1995. Nommé membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité le 5 décembre 1991-1995. Nommé juge puîné à la Cour d'appel du Québec le 9 mai 1995. Nommé juge en chef de la Cour d'appel du Québec le 25 juin 2002. Bâtonnier du Barreau du Québec, 1974-1975 et président de la Fédération des professions juridiques du Canada, 1976-1977. Membre du conseil, Association du Barreau canadien, 1975-1982. Corps école des officiers canadiens, 1956-1960. Lieutenant, réserve supplémentaire, dans le Corps royal canadien des communications en 1960. Coauteur de plusieurs livres et articles. Nommé conseiller de la Reine en décembre 1982. Membre de l'*American College of Trial Lawyers* de 1987 à ce jour; de l'Association du Barreau international; de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec. Chargé de cours en responsabilité extra contractuelle et en droit judiciaire privé, faculté de droit, Université de Montréal, 1970-1980.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

François ROLLAND

L'honorable François Rolland est nommé juge à la Cour supérieure du Québec, pour le district de Montréal, le 7 mai 1996. Il accède par la suite au poste de juge en chef le 1^{er} octobre 2004.

Depuis sa nomination, le juge Rolland participe à plusieurs comités et s'intéresse au fonctionnement de la Cour supérieure.

En 1997, on lui confie la responsabilité de la refonte et de la mise à jour du *Vade Mecum*, un guide à l'intention des juges décrivant les différentes facettes de leur travail. Il assumera cette fonction jusqu'à sa nomination comme juge en chef en 2004.

À la même époque, il participe aux travaux du comité sur les Règlements de procédure de la Cour supérieure et du Comité de liaison du Barreau de Montréal avec la Chambre civile.

À compter de 2002, il s'intéresse activement au développement de la Chambre commerciale et siège au sein du Comité de liaison avec le Barreau de Montréal relatif à cette chambre.

En 2003, il devient responsable du Comité d'application des nouvelles dispositions du Code de procédure civile en matière civile et membre du Comité d'application des nouvelles règles relatives aux conférences de règlement à l'amiable. Il est aussi désigné responsable du nouveau Comité des communications de la Conférence des juges de la Cour supérieure.

Il contribue depuis plusieurs années à la formation des juges nouvellement nommés, dans le cadre du séminaire annuel offert par l'Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ).

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Michel SIMARD

L'honorable Michel Simard est juge en chef adjoint à la Cour du Québec, rattaché à la chambre civile.

Il a fait ses études de droit à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke. Il a été admis au Barreau du Québec en 1966 et a pratiqué le droit jusqu'à sa nomination comme juge à la Cour du Québec en janvier 1989.

Au cours de sa pratique, il a été également régisseur à la Régie des loyers à l'époque, et pendant plusieurs années il a été membre du Comité de discipline du Barreau du Québec, puis membre de l'exécutif de la division du Barreau canadien.

Il s'adonna à plusieurs activités para-professionnelles; ainsi, il fut président de la Jeune chambre de Québec, puis vice-président provincial, et président-fondateur des Jeunes chambres francophones internationales. Il a également été président de la Commission d'urbanisme du Lac-Beauport, de même que conseiller et avocat de ladite municipalité.

Comme juge à la Cour du Québec pour le district de Québec, il a été coordonnateur adjoint à la chambre civile, et depuis novembre 2003 il a été nommé juge en chef adjoint. Il a été membre du conseil d'administration de la Conférence des juges du Québec, et est actuellement membre du Conseil de la magistrature du Québec.

Sur ce sujet de la justice participative, le juge Simard a prononcé plusieurs conférences sur la conciliation judiciaire, et a rencontré chacun des bâtonniers à travers le Québec et leur comité aviseur en matière civile, afin de promouvoir ce mode alternatif de règlement des conflits.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Huguette ST-LOUIS

Née à Montréal, Madame Huguette St-Louis y complète toutes ses études incluant sa licence en droit à l'Université de Montréal. Elle est admise au Barreau en 1969.

De 1969 à 1973, elle pratique le droit à l'étude St-Louis et St-Louis et de 1973 à 1984 au Bureau d'Aide Juridique de Montréal à titre d'avocate et de directrice de bureaux.

Elle est nommée juge à la Cour Provinciale en 1984 et juge en chef adjointe de la Chambre civile de la Cour du Québec de 1988 à 1996. En août 1996, elle est nommée Juge en chef de la Cour du Québec pour un terme de sept ans. Durant cette période (1996 – 2003), elle est également Présidente du Conseil de la magistrature du Québec et membre du Forum canadien des juges en chef de nomination provinciale. À titre de Juge en chef et Présidente du Conseil de la magistrature, elle prononce de nombreuses conférences et allocutions sur des sujets variés généralement reliés au monde de la Justice et ce, au Québec, au Canada ainsi qu'à l'étranger. En 2004, elle bénéficie d'une année sabbatique et en 2005, elle est de retour comme juge puinée. Le 1^{er} mai 2006, elle prend sa retraite de la Cour du Québec et se réinscrit au Barreau du Québec, section de Montréal, en date du 30 août 2007.

Depuis sa retraite, elle continue de s'impliquer activement auprès de l'Observatoire du droit à la justice. Cet organisme créé en 2005 réunit des praticiens, des penseurs, et des chercheurs préoccupés par le problème de l'accès à la justice. Elle en est actuellement la vice-présidente.

En mai 2007, à l'ouverture d'un Forum international se tenant à Ottawa et organisé par Suco sous le thème : « Le chemin de la justice pour les femmes et les enfants », elle prononce une conférence intitulée : « L'égalité des femmes et le développement démocratique : les principaux fondements pour l'accès à la justice des femmes et des enfants. ». Au cours de l'année 2007, avec les autres membres de l'Observatoire, elle élabore un projet pilote dont l'objectif est d'instaurer, dès le début de l'introduction d'une action, la tenue d'une conférence de conciliation et de gestion d'instance. En août 2007, ce projet est présenté au juge en chef de la cour du Québec qui en accepte la mise en application. En novembre 2007, dans le cadre du Projet canadien de réforme judiciaire en Bosnie-Herzégovine, elle effectue, à titre de consultante, à Sarajevo, une mission portant sur l'éthique et la déontologie judiciaire.

En mars 2008, avec les autres membres de l'Observatoire du droit à la justice, elle est signataire de deux articles publiés dans le journal Le Devoir : « Le monde judiciaire malade de sa justice » et « Des solutions pour la justice civile ». En mai et en octobre 2008, elle retourne à Sarajevo, à titre de consultante et formatrice, pour y remplir une nouvelle mission dans le cadre du même projet de réforme judiciaire.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

Gilles TRUDEAU

Gilles Trudeau détient un doctorat (S.J.D.) en droit du travail de la Harvard Law School (1985) et est membre du Barreau du Québec (1981). Il a été élu à la Société royale du Canada en 2000. Il a enseigné le droit du travail et les relations industrielles pendant plus de vingt ans à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, dont il a été le directeur de 1995 à 1999. Monsieur Trudeau est aujourd'hui professeur titulaire et doyen de la Faculté de droit de la même université, tout en étant membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT). Ses recherches et publications portent sur le droit du travail en général et son évolution récente en contexte de mondialisation. Gilles Trudeau a agi comme arbitre de griefs au Québec et dans la compétence fédérale pendant plus de vingt ans. Il fut aussi conseiller expert auprès de la commission chargée de l'examen des normes du travail fédérales.

Journée Maximilien-Caron 2009

Révolutionner la Justice : constats, mutations et perspectives d'avenir

André WERY

Il a étudié au collège Mont Saint-Louis et au Cégep du Vieux-Montréal, et a obtenu sa licence en droit LL.L. (1974) à l'Université de Montréal.

Admis au Barreau en 1975, il a exercé sa profession au sein de la section de litige général et commercial du cabinet Desjardins Ducharme Desjardins Tellier Zigby et Michaud (plus récemment connu sous le nom Desjardins Ducharme Stein Monast, cabinet dissous en 2007) jusqu'au jour de sa nomination à la magistrature, le 4 novembre 1997.

Il a occupé différents postes au sein de l'Association du Jeune Barreau de Montréal, dont il a été vice-président en 1982-1983. Il a été président de la section Assurance et Litiges civils de la division du Québec de l'Association du Barreau canadien de 1986 à 1988, de même que président du congrès de la division du Québec de l'Association du Barreau canadien en 1989. Il a été secrétaire de la division en 1992-1993. Il est l'auteur de plusieurs articles et conférences d'intérêt juridique.

Chez Desjardins Ducharme, il a œuvré plus de sept ans auprès de l'honorable juge Pierre-A. Michaud (Juge en chef du Québec) qui lui a inculqué non seulement la stratégie du contre-interrogatoire et l'art de la plaidoirie, mais aussi le sens du « fair play » procédural.

Sa pratique de litige a été aussi intense que diversifiée. Il a eu l'honneur de représenter des clients prestigieux tels que les brasseries Molson, le Club de hockey Le Canadien de Montréal, le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec et la Banque nationale du Canada.

Au moment de sa nomination, il était membre du conseil de son cabinet, et il occupait un poste au sein de son comité exécutif.

Il a été nommé juge en chef adjoint de la Cour supérieure du Québec le 1^{er} septembre 2005.

Il est membre du Conseil canadien de la Magistrature et y préside son comité sur la technologie judiciaire.